

REBELLION

Feuille d'agitation de l'Organisation Socialiste Libertaire - Vaud (OSL-Vaud), de la Fédération Libertaire des Montagnes (FLM) et de l'Organisation Socialiste Libertaire - Bienne (OSL-Bienne) - Janvier 2013

OSL-Vaud - CP 7062, 1002 Lausanne | FLM - CP 569, 2301 La Chaux-de-Fonds | OSL-Bienne - CP 3464, 2500 Bienne 3

www.rebellion-osl.ch - www.anarkismo.net

Hôpital de la Providence : la portée d'une lutte

Une grève exemplaire est menée depuis novembre 2012 par les employé.e.s de l'Hôpital de la Providence face à la volonté du Groupe GSMN de les exclure de la CCT 21 (convention collective de travail du secteur de la Santé du canton de Neuchâtel). En effet, ce groupe de cliniques privées n'entend racheter l'établissement qu'à cette condition. Pour augmenter encore leurs mirobolants profits, GSMN s'attaque aux acquis sociaux des employé.e.s et entend appliquer ses propres règles concernant les conditions de travail et de rémunération.

Ceci est symptomatique de la politique actuelle de la Santé mise en place par les instances fédérales et cantonales pour privilégier les groupes privés. En acceptant que deux cadres différents existent quant aux statuts du personnel de la santé, on joue au jeu des prestations « aux meilleures coûts » dont le privé sort forcément gagnant, lui qui peu sous-payer ses employé.e.s et les astreindre à un cadre de travail déshumanisant. On oppose ainsi une activité de Service public liée au bien commun et aux besoins sociaux, à une activité privée qui n'a d'autre but que la valorisation du Capital et la recherche de profit.

La Santé n'est pas une marchandise

La lutte des employé.e.s de l'hôpital de la Providence pour leurs droits est un premier pas vers l'émancipation des salarié.e.s en général. Il faut encore adjoindre une réflexion d'ensemble sur les

mouvements et les forces qui s'activent dans le domaine de la Santé. L'enjeu réside dans la définition qu'on doit donner de la Santé, les acquis qu'elle représente pour le peuple et en quoi elle est un élément essentiel de la société à laquelle nous aspirons.

La marchandisation de la Santé guidée par la seule logique du coût et du rendement est un fait. Les modifications législatives mises en vigueur ces dernières années, sous la coupe des lobbys des assurances privées et des groupes pharmaceutiques ont attaqué de plein fouet nos droits les plus élémentaires tels que celui d'être soigné correctement. En mettant en compétition les institutions du service public et les groupes privés, on fait payer les profits capitalistes générés indument aux employé.e.s et aux patient.e.s.

La Santé de Service public a toujours une réalité contradictoire et un enjeu. D'une part, même partiellement, elle a assuré des prestations généralisées ou universelles et donc a garanti et produit du bien commun et des droits pour toutes et tous. Mais, d'autre part, elle a toujours été organisée de manière hiérarchique et autoritaire, limitant les droits du personnel et ceux des patient.e.s. Il y a donc un besoin impérieux de socialiser et de démocratiser la Santé publique pour les salarié.e.s et les usager.ère.s.

Les politiques d'austérité depuis les années 90 s'attaquent à la Santé publique de manière de plus en plus large et profonde jusqu'à remettre en question gravement le principe même d'universalité et de bien commun. Sans cette stratégie

d'austérité, les opérations de privatisation seraient tout bonnement impossibles. Au fond, avec son statut formellement privée et avec son financement subventionné, la Providence a toujours relevé de fait du secteur public.

Cette politique de la Santé que nous combattons est soutenue par la Bourgeoisie et les sociaux-libéraux. Elle a conduit à remettre en cause une série de prestations décisives. Elle a aussi eu pour conséquence d'augmenter considérablement les coûts pour le peuple par le biais de l'augmentation exponentielle des primes d'assurance maladie et des franchises.

Le service public sur l'échafaud

La seule politique envisageable dans le domaine de la Santé, afin de garantir à toutes et tous un accès égal aux soins en rapport avec leurs revenus passent inévitablement par une série de mesures structurelles qui visent sa socialisation. La première est l'arrêt immédiat des privatisations, des partenariats public-privée et des externalisations dans ce secteur.

La Santé se doit de rester un Service public pour garantir des conditions minimales d'existence pour les majorités sociales. Une société où la Santé ne serait plus qu'un service financiarisé et de plus en plus soumise à la recherche du profit, conduirait à l'exclusion des plus faibles d'entre nous. On se retrouverait dans une société de soin à plusieurs vitesses, où les bien-nés bénéficieraient des meilleures soins tandis que la majorité d'entre nous n'aurait simplement plus les moyens d'accéder à des prestations de soin convenable.

Il ne s'agit pas de politique fiction. Cela se passe dans des pays proches de nous et pas seulement dans les pays d'Europe du Sud. Les nombreux exemples de privatisation du secteur de la Santé le démontrent. La volonté de la Bourgeoisie et des sociaux-libéraux d'appliquer des systèmes de Santé tels que le *managed care* vise à instaurer un nouveau modèle. Celui-ci n'a pour vocation que de conduire à une politique de plus en plus austéraitre, avec un contrôle accru et un rationnement des prestations médicales. Tout cela dans le but de mieux gérer les marges, d'abolir les prestations les moins rentables au profit de celles qui génèrent les meilleurs chiffres

d'affaire. On peut d'ailleurs faire une convergence d'analyse avec les nouvelles mesures restrictives qui vont bientôt rentrer en vigueur dans le domaine de l'Assurance Invalidité.

Une politique de Santé égalitaire pour toutes et tous doit rompre avec les critères de gestion capitaliste. Il faut sortir de cette logique au profit d'un système solidaire. Il faut en finir la multiplicité des acteurs privés et de leurs pratiques opaques. C'est dire qu'il faut en finir avec les assurances privées dans le domaine de la Santé, instaurer une caisse unique, avec des cotisations fixées en fonction des revenus. Il faut sortir de l'ornière du profit. De tels objectifs sont inséparables d'une politique de démocratisation et de socialisation de la Santé publique, basée sur les droits des usager.e.s et des salarié.e.s. Une telle dynamique de socialisation entraîne des éléments croissants d'autogestion sociale et productive.

Ce que nous apprend la Providence

Tant que nous laisserons des groupes privés s'installer dans le domaine de la Santé, nous devons faire face aux pratiques inacceptables dont fait preuve GSMN. Les politiques gouvernementales et institutionnelles ont encore démontré leurs lâchetés ou leurs connivences dans l'affaire de l'hôpital de la Providence. La seule solution juste consisterait en la reprise des activités de la Providence par le Service public.

Une politique de Santé juste et efficace doit se créer par la base. Les employé.e.s de la Providence dans leurs justes revendications nous donnent un exemple de résistance au-delà des frontières cantonales. Il y un objectif décisif du Service public. Si l'on entend construire un régime de soins de qualité et solidaire, nous devons avancer vers la constitution d'un front large social et politique, anticapitaliste et antibureaucratique.

Organisation Socialiste Libertaire - Vaud

Fédération Libertaire des Montagnes

Organisation Socialiste Libertaire - Bienne